



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 27 – Semaines du 14 au 25 mars 2022

SOMMAIRE

FOCUS : AQUA-HQE, la certification environnementale des bâtiments franco-brésilienne

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ Des ONG demandent à l'UE d'interdire les importations liées à la déforestation en provenance du Brésil
- ❖ L'urbanisation en Amazonie se démarque de celle du reste du pays
- ❖ L'Amazonie disposera d'une plateforme de données publiques sur les émissions de gaz à effet de serre.

Climat et Environnement

- ❖ La BNDES engage sa première acquisition de crédits carbone volontaires.
- ❖ L'UE encourage les technologies de transition verte au Brésil.
- ❖ Seulement 7% des rivières de la forêt atlantique présentent une eau de bonne qualité.

Énergie

- ❖ Le gouvernement veut inciter à la production de biométhane.
- ❖ General Electric (GE) va moderniser la centrale hydroélectrique de São Simão, active depuis 44 ans.

Infrastructures & Transports

- ❖ GreenYellow investira 350 M BRL (63,7 M EUR) en faveur de la mobilité électrique au Brésil cette année.

Et Aussi

- ❖ La New Development Bank va étendre ses financements au Brésil.
- ❖ 52 villes du Nordeste se rencontrent pour discuter du développement régional.
- ❖ Tegra reçoit une certification « verte » pour l'émission de 265 M BRL (47,8 M EUR) en obligations.
- ❖ Commencent les discussions sur le renouvellement des concessions de gestion des déchets à São Paulo.

FOCUS

AQUA-HQE, la certification environnementale des bâtiments franco-brésilienne

Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), le secteur de la construction représente plus d'un tiers de la consommation mondiale d'énergie finale et près de 40% des émissions totales de gaz à effet de serre (GES). Au Brésil, la consommation d'énergie par les bâtiments représente 52% de l'électricité facturée dans le pays, mais les secteurs de la construction et de l'immobilier progressent dans l'obtention de labels de qualité environnementale et d'efficacité énergétique.

AQUA-HQE est une certification internationale de construction de haute qualité environnementale, développée à partir de la certification française Démarche HQE et promue au Brésil par la Fondation Vanzolini, représentant exclusif au Brésil du réseau de certification HQE.

En 2013, les organismes français de certification résidentielle, **Qualitel**, et non résidentielle, **Certivéa**, se sont réunis pour créer le Réseau international de certification HQE, grâce à une unification des critères et des indicateurs pour le monde entier. Les démarches de la certification française ont été

adaptées par la Fundação Vanzolini, en partenariat avec l'école polytechnique de l'Université de Sao Paulo (USP), pour tenir compte de la culture, du climat, des normes techniques et des réglementations brésiliennes. Depuis son lancement en 2008, le processus AQUA-HQE propose un nouveau regard sur la durabilité des bâtiments brésiliens.

Dans le monde, plus de **230 000 projets** ont été certifiés **AQUA-HQE**, dont **356 répartis dans 15 Etats brésiliens**, ce qui équivaut à **plus de 14 millions de m²** construits certifiés au Brésil.

En janvier 2022, Vanzolini comptait **749 bâtiments certifiés** (457 bâtiments résidentiels en construction, 236 bâtiments non résidentiels en construction et 56 bâtiments non résidentiels en exploitation). Aujourd'hui, le groupe Leroy Merlin et les constructeurs Tarjab, Rio Verde, Trisul et Tegra sont devenus des « entrepreneurs AQUA ».

Les avantages de la certification sont notamment les suivants :

Pour le développeur	Pour les utilisateurs	Pour la société et l'environnement
1. Prouvez la qualité environnementale de la construction 2. Différencier le portefeuille sur le marché 3. Augmenter la vitesse de vente 4. Maintenir la valeur de la propriété 5. Améliorer l'image de l'entreprise 6. Améliorer les relations avec les agences environnementales 7. Économiser de ressources dans la construction et l'exploitation	1. Économies d'eau et d'énergie 2. Réduction des coûts de copropriété 3. Meilleures conditions de conservation et d'entretien du bâtiment 4. Meilleures conditions de confort et de santé dans les espaces 5. Plus grande valeur des actifs 6. Meilleure qualité de vie	1. Demande moindre sur les infrastructures urbaines 2. Réduction de la demande de ressources en eau et en énergie 3. Réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants 4. Moins d'impact sur le voisinage 5. Réduction des déchets et valorisation 6. Gestion des risques naturels et technologiques sur le sol, l'eau, l'air

AQUA-HQE permet deux cycles de certification : le **cycle de construction**, pour les bâtiments neufs, et le **cycle d'exploitation**, pour les bâtiments existants. Concernant le processus de certification, il est composé d'**audits périodiques** (vérifications de conformité) : 3 audits (phase d'avant-projet, projet et

exécution) pour les projets en construction, et de 3 (cycle de 3 ans) à 4 (cycle de 5 ans) pour les bâtiments en exploitation. A la fin de chaque audit, 2 certificats sont émis : **1 certificat de valeur nationale (AQUA)** et **1 de valeur internationale (HQE)**.



Amazonie & Biomes brésiliens

Des ONG demandent à l'UE d'interdire les importations liées à la déforestation en provenance du Brésil

34 organisations environnementales basées au Brésil (dont le WWF, l'Observatório do Clima et The Nature Conservancy) **ont écrit le 14 mars à l'Union Européenne afin de soutenir l'émergence d'une législation interdisant toutes les importations provenant du Brésil liées à la déforestation.** Dans cette lettre, elles **demandent instamment à l'UE d'intégrer d'autres produits (dont le coton, le maïs et les conserves de viande) à la liste présentée précédemment des produits à contrôler** – où figuraient notamment le bois et le soja – et de veiller à ce que les mesures soient appliquées pour l'ensemble de la surface des exploitations agricoles (évitant ainsi que des producteurs déboisent pour alimenter le marché brésilien). Elles demandent également des garanties fermes en matière de droits de l'Homme (en particulier, pour la **protection des populations autochtones**). Le Brésil figure parmi les signataires de **l'engagement volontaire pour freiner la déforestation d'ici 2030**, lancé lors de la COP 26 à Glasgow, mais celle-ci a continué d'augmenter de façon significative dans le pays au cours des derniers mois. (Article [ici](#)).

L'urbanisation en Amazonie se démarque de celle du reste du pays

Une étude de l'université de Juiz de Fora – le projet **Amazônia 2030** – publiée le 25 février, et relative au développement durable en Amazonie, a démontré que **plus de 700 municipalités de l'Amazonie Légale affichent un décalage significatif sur tous les indicateurs socioéconomiques par rapport au Brésil, et que les centres urbains représentent aussi de forts enjeux en termes de développement durable.** Le modèle d'urbanisation

de l'Amazonie est marqué par des **populations peu concentrées**, une **faible densité démographique**, **l'absence de villes de taille moyenne**, de **grandes distances entre les centres urbains** et un **manque d'accès aux services essentiels** tels que l'eau et l'assainissement, la collecte et gestion des déchets ou l'énergie. Dans la majorité des municipalités amazoniennes, **60% de la population vit dans des zones urbaines**, alors que pour le reste du Brésil, ce pourcentage est supérieur à 90%. L'Amazonie légale représente historiquement la région la moins développée du pays, mais le projet souligne qu'il est **encore temps d'inverser les tendances et d'identifier des solutions pour une occupation plus durable de la région.** (Article [ici](#))

L'Amazonie disposera d'une plateforme publique sur les émissions de GES

Le Centre de Recherche pour l'Innovation en Matière de Gaz à Effet de Serre (RCGI) de l'Université de São Paulo (USP) **développe actuellement une plateforme de suivi du cycle du carbone en Amazonie**, en libre accès. La plateforme permettra un accès interactif aux **données satellitaires** du système Lidar de l'INPE (Institut National de Recherches Spatiales) relatives à l'usage des sols, ainsi qu'aux propriétés du biome amazonien et à des données socio-économiques. D'autres entités, telles que **l'ONG MapBiomias et l'Institut de Recherche Amazonienne (IPAM)**, contribuent par la mise à disposition de données. Selon le coordinateur scientifique, Paulo Artaxo, la plateforme permettra d'analyser **l'expansion de l'agriculture et de l'élevage et l'impact du changement climatique dans la région**, afin de contribuer à la définition et à la mise en œuvre des politiques publiques. Artaxo a déclaré qu'une première version serait disponible fin 2022. (Article [ici](#)).

Climat & Environnement

La BNDES engage sa première acquisition de crédits carbone volontaires

La Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) a ouvert, le 16 mars, un appel public pour l'acquisition, à hauteur de 10 M BRL (1,8 M EUR) de crédits carbone. Les achats viseront, dans un premier temps, les obligations d'origine REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts). Cet investissement est considéré comme un projet pilote avant un programme plus conséquent, qui impliquera des appels de fonds de 100 à 300 M BRL (entre 18 et 53 M EUR) au cours des deux prochaines années. Les crédits visés par la BNDES proviennent exclusivement du marché volontaire (où les entreprises achètent des crédits volontairement pour compenser leurs émissions). En effet, à ce stade, le marché carbone brésilien ne fait pas l'objet d'une réglementation spécifique. Pour cette première initiative de la BNDES, l'accent est mis sur les crédits générés par les projets dits de « déforestation évitée » (préservation) et de reboisement, ainsi que sur l'efficacité énergétique liée à la capture et à la réutilisation du méthane, et notamment pour des projets situés en Amazonie. Il n'existe pas encore d'estimation du prix moyen des crédits qui seront acquis. Les propositions pourront être soumises jusqu'au 11 avril. (Article [ici](#))

L'UE encourage les technologies de transition verte au Brésil

Par le biais de la Low Carbon Business Action (LCBA), une plateforme commerciale créée à partir du Green Deal européen de 2020, l'Union Européenne veut promouvoir des accords commerciaux entre les petites et moyennes entreprises de technologies européennes et le secteur privé brésilien souhaitant investir dans la transition énergétique, l'économie circulaire et la résilience climatique dans le pays. Au Brésil, la

LCBA a déjà signé 14 accords, qui devraient impliquer des investissements d'un montant total de 22 M EUR et la réduction de 430 000 tonnes de polluants par an. Pour accélérer ses opérations au Brésil, la LCBA lancera un appel public pour attirer davantage d'entrepreneurs brésiliens à la recherche de technologies pour des entreprises « plus vertes ». Le projet consiste à proposer des solutions européennes, qui ne bénéficient généralement pas de l'insertion et de l'accès aux marchés dont disposent les multinationales du continent. La priorité sera donnée à la promotion de cinq thèmes : le biogaz et le biométhane, l'agriculture à faible émission de carbone, la gestion des déchets, les énergies renouvelables (la bioénergie, l'éolien et le solaire) et le recyclage. (Article [ici](#))

Seulement 7% des rivières de la forêt atlantique ont une eau de bonne qualité

Une enquête publiée le 22 mars, menée par l'ONG SOS Mata Atlântica, a révélé que seulement 6,8% des rivières de la Mata Atlântica (forêt primaire bordant la façade atlantique du pays) présentent une eau de bonne qualité. Plus de 20% des rivières analysées sont en revanche affectées par une eau de mauvaise ou de très mauvaise qualité, c'est-à-dire, ne présentant pas les conditions nécessaires pour l'agriculture, l'industrie ou l'alimentation humaine. 72,6% des échantillons pouvaient être considérés comme réguliers. Les indicateurs ont été obtenus entre janvier et décembre 2021 par 106 groupes volontaires de surveillance de la qualité de l'eau, dans 65 municipalités de 16 États du biome de la forêt atlantique. Ces résultats peuvent être, selon l'entité, une conséquence de facteurs tels que la pollution, la dégradation des sols et des forêts, ou être encore liés à des conditions sanitaires précaires. Par ailleurs, la situation

particulière de dégradation de la qualité des rivières du Mato Grosso do Sul a été mise en évidence. Selon le coordinateur du programme, Gustavo Veronesi, ce

résultat montre que la **qualité de l'eau pourrait être liée à la déforestation**. (Article [ici](#))



Le gouvernement veut inciter à la production de biométhane

Le biométhane, carburant renouvelable obtenu par la purification du biogaz et qui peut remplacer le gaz naturel, le diesel ou l'essence, fait l'objet de **mesures incitatives pour sa production et son utilisation**. Le Ministre de l'Environnement, Joaquim Leite, a signé un décret le 21 mars instituant le **programme national de réduction des émissions de méthane, le « Méthane Zéro »**, présentant les avancées en matière de production et d'utilisation de biométhane à **partir de déchets ménagers**. Il s'agit de contribuer au développement de sites de production de biométhane pour élargir l'offre de biocombustibles, consolider un marché ouvert et concurrentiel pour les investisseurs en bioénergies et favoriser la transition énergétique. Au même moment, le Ministre des Mines et de l'Énergie (MME), Bento Albuquerque, signait un autre **décret pour l'inclusion des investissements dans le biométhane au sein du Régime Spécial d'Incitations au Développement des Infrastructures (REIDI)**. L'investissement total prévisionnel est supérieur à 7 Mds BRL (1,3 Md EUR) et devrait générer 6 500 emplois associés à la construction et l'exploitation de 25 nouvelles centrales de biométhane dans 6 États du Centre-Ouest, du Sud et du Sud-Est. (Article [ici](#))

General Electric (GE) va moderniser la centrale hydroélectrique de São Simão, active depuis 44 ans

Après 44 ans d'exploitation, la **centrale hydroélectrique de São Simão (Etat de Goiás)**, de SPIC Brasil -filiale du groupe chinois State Power Investment Corporation of China- va être rénovée. Cet **accord de 700 M BRL (130 M EUR)**, entre **GE Renewable Energy** et **SPIC**, prévoit la modernisation des unités de production et des services auxiliaires de la centrale pendant 9 ans. Le contrat porte sur la **fourniture de turbines, de générateurs et des systèmes auxiliaires**, ainsi que sur **l'ensemble de l'ingénierie** de conception avec l'intégration, le montage et la mise en service des six turbines (d'une **capacité installée de 285 MW chacune – 1710 MW au total**). SPIC Brasil a racheté l'usine en 2017 à la Companhia Energética de Minas Gerais (Cemig) pour 7,18 Mds BRL (1,32 Md EUR) et s'était engagée à mettre en œuvre un **plan de modernisation de 1 Md BRL (180 M EUR)**, que le consortium dirigé par GE Renewable Energy (qui sera responsable de 70% des travaux) a remporté. **GE Renewable Energy travaille également à la modernisation d'autres centrales hydroélectriques et voit un important marché pour leur modernisation dans le pays**. (Article [ici](#)).



Infrastructures & Transports

GreenYellow investira 63,7 M EUR en faveur de la mobilité électrique au Brésil en 2022

GreenYellow, spin-off du groupe français Casino, prévoit de développer, à partir de 2022, son activité au Brésil sur le secteur de la mobilité électrique, du stockage de l'énergie et des services numériques. Selon le président de l'entreprise dans le pays, Roberto Zerkowski, l'objectif sur ces segments est de compléter les activités du groupe dans les domaines de **l'efficacité énergétique et de la production solaire**, opérés dans le pays depuis 2013. Avec un investissement prévu de **350 M BRL (64 M EUR) pour 2022**, le groupe souhaite proposer des **solutions de recharge pour véhicules électriques**. En 2021,

GreenYellow a enregistré un **CA de 304 M BRL (55,6 M EUR)** au Brésil, soit une **augmentation de 83 % par rapport à 2020**. Environ **un tiers du volume global d'énergie économisée par les clients de GreenYellow l'année dernière provenait de contrats brésiliens**. Parmi les contrats signés au Brésil en 2021 figurent le groupe **Profarma, Lojas Quero Quero et Panvel**. Les clients de GreenYellow sont aujourd'hui principalement des entreprises des secteurs de la **vente au détail**, de la **pharmacie**, des **télécommunications** mais le groupe souhaite élargir ses activités avec des contrats dans les **secteurs minier, métallurgique et agroalimentaire**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

&+ Et Aussi

La banque de développement des BRICS va étendre ses financements au Brésil

L'interruption des opérations avec la Russie conduira la New Development Bank (NDB), banque des BRICS, à accorder des financements supplémentaires aux autres partenaires de l'institution, qu'il s'agisse des pays fondateurs - Brésil, Chine, Inde et Afrique du Sud - ou des nouveaux partenaires - Bangladesh, Émirats arabes unis, Égypte et Uruguay. Depuis 2016, la NDB a approuvé **5,3 Mds USD (4,7 Mds EUR)** de financement pour le Brésil, une part croissante des ressources étant allouée à des projets du secteur privé. Les trois dernières demandes de financement, en cour d'instruction, ont été émises par le Banco do Brasil, pour 300 M USD (272 M EUR), par Aegea Saneamento e Participações, pour 100 M USD (90 M

EUR), et par la Companhia Energética de Brasília, pour 93,6 M EUR. Pour les 5 prochaines années, le financement prévu pour le Brésil était de **6 Mds USD (EUR)**, montant qui serait donc susceptible d'augmenter. (Article [ici](#))

52 villes du Nordeste se rencontrent pour discuter du développement régional

Des représentants de **52 des villes du Nordeste dites « pivots »** se sont réunis les 21 et 22 mars à Natal (Rio Grande do Norte), pour échanger sur les **stratégies de développement régional qui tiennent compte du potentiel économique de ces municipalités**. Ces stratégies sont articulées autour de six axes stratégiques : **l'innovation, le développement des capacités humaines, la dynamisation et la diversification de la**

production, le développement social, la préservation de l'environnement et la sécurisation des ressources hydriques, ainsi que le développement institutionnel. La rencontre était organisée par la SUDENE, la Surintendance pour le développement du Nordeste, regroupant le G52 : 52 municipalités ayant une **forte influence économique sur la région**. La stratégie du G52 est guidée par le **Ministère du Développement Régional** et basée sur le **plan de développement régional du Nordeste**. La rencontre avait notamment pour objectif d'exposer les demandes et besoins de la région auprès de la **Banque do Nordeste**, de la **SEBRAE** (Service brésilien de soutien aux micro et petites entreprises) et de différents ministères. Le Nordeste représente **28% de la population brésilienne, mais seulement 14% du revenu brut du pays**. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Tegra reçoit une certification « verte » pour l'émission de 47,8 M EUR en obligations

Une **émission d'obligations à hauteur de 265 M BRL (48,7 M EUR) de Tegra Incorporadora**, entreprise brésilienne du secteur immobilier, a reçu la certification « verte », délivrée par la société de conseil spécialisée **Resultante ESG**. Selon l'entreprise, il s'agit de la première émission d'obligations vertes par un groupe du **secteur immobilier moyen-haut de gamme** au Brésil. L'émission a porté sur 265 000 débentures simples non convertibles en actions, dont l'échéance est

prévue pour le 25 février 2025, en une seule série et avec une valeur nominale unitaire de 1 000 BRL. Les ressources seront utilisées pour renforcer la trésorerie du groupe et pour couvrir les **dépenses liées à la construction, à l'acquisition de terrains, à la commercialisation et à la vente des projets ayant obtenu la certification environnementale AQUA-HQE** (cf. le focus en p.2). Selon Tegra, elle-même certifiée entrepreneur AQUA depuis janvier 2021, tous les projets du groupe sont soumis à la certification. (Article [ici](#))

(A suivre) Commencent les discussions sur le renouvellement des concessions de gestion des déchets à São Paulo

Les concessions municipales pour la gestion des déchets à São Paulo arrivant à leur terme fin 2024, les discussions sur la prolongation des contrats (jusqu'à 20 années) ou l'organisation d'un nouvel appel d'offres sont en cours.

- ❖ Depuis 2004, les concessionnaires de la gestion des déchets à São Paulo sont **Loga et Ecourbis**.
- ❖ L'exécution des contrats a été marquée par **plusieurs différents** : la cour des comptes municipale a demandé des **éclaircissements** en cas de renouvellement des contrats.
- ❖ Sous l'impulsion du **nouveau cadre juridique** de l'eau et l'assainissement, les contrats devraient attirer le **secteur privé**. (Article [ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international